

Renaissance de la géopolitique. Espace, frontières et peuples dans l'organisation de la sécurité européenne

Jean Klein

Volume 26, numéro 2, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703460ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703460ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Klein, J. (1995). Renaissance de la géopolitique. Espace, frontières et peuples dans l'organisation de la sécurité européenne. *Études internationales*, 26(2), 347–360. <https://doi.org/10.7202/703460ar>

ESSAIS

Renaissance de la géopolitique

Espace, frontières et peuples dans l'organisation de la sécurité européenne

Jean KLEIN*

Alors que la géopolitique jouissait d'une grande faveur en Allemagne au lendemain de la Première Guerre mondiale et fut souvent invoquée à l'appui d'une politique de révision du «Diktat» de Versailles, son prestige a pâli après la chute du III^e Reich. C'est qu'aux yeux des Alliés et surtout des Américains, la géopolitique professée par Karl Haushofer et ses disciples de l'école de Munich avait une forte connotation idéologique et apparaissait comme une entreprise tendant à fournir une justification «scientifique» à l'esprit de conquête et de domination des nazis¹. Aussi Karl Haushofer fut-il accusé d'avoir prêté son concours à une entreprise criminelle et dut-il s'expliquer devant une commission d'enquête présidée par Edmund A. Walsh qui était chargé d'instruire son procès². Son mémoire en défense ne manquait pas d'habileté dans la mesure où il soulignait ses divergences avec le Führer, dénonçait l'utilisation sélective de ses écrits par les autorités nazies et marquait les affinités qui existaient entre ses conceptions et celles qui avaient été développées par la géopolitique anglo-saxonne et notamment par Halford Mackinder.

* Professeur à l'Université de Paris I (Sorbonne) et Maître de recherche à l'Institut Français des Relations Internationales à Paris.

Ce texte a fait l'objet d'une communication en mars 1995 dans le cadre d'un colloque organisé par l'Association française de science politique sur le thème : «L'international sans territoire».

1. Le livre de Robert STRAUSSZ-HUPÉ : *Geopolitics. The Struggle for Space and Power* (G.P. Putnam's Sons, New-York, 1942) est représentatif de la littérature américaine qui tendait à démontrer l'inféodation de la géopolitique allemande à la réalisation du dessein hégémonique de l'Allemagne nazie.
2. Voir son livre : *Wahre statt falsche Geopolitik für Deutschland* (Francfort sur le Main, 1946). Sur les convergences et les divergences entre la géopolitique anglo-saxonne et celle de l'école de Munich, nous renvoyons à la thèse de Rainer Sprengel, soutenue en 1994 devant la Faculté des Sciences Sociales de l'Université de Hanovre : «Labyrinth der Erde. Der Raum, das Meer und die deutsche Geopolitik» (non publiée).

Mais si ce plaidoyer lui valut l'indulgence de ses juges, il laissait dans l'ombre la question de la responsabilité de la géopolitique allemande dans la mise en œuvre de la politique extérieure du III^e Reich. En outre, il ne pouvait exempter totalement son auteur des complaisances qu'il avait manifestées à l'égard d'un régime dont il subissait certes les tracasseries mais contre lequel il ne s'était jamais élevé, à la différence de son fils Albrecht qui fut exécuté par la Gestapo pour avoir participé au complot du 20 juillet 1944. En tout cas on peut interpréter le suicide de Karl Haushofer et de son épouse, qui avait été associée étroitement à ses travaux, comme l'aveu d'un échec et le chant du cygne d'une « science » dont l'ambition était de susciter dans les milieux dirigeants allemands la « conscience géographique de l'État » et une vision planétaire des affaires extérieures.

I – Heurs et malheurs de la géopolitique

On conçoit donc que la géopolitique ait eu mauvaise presse en Allemagne après 1945 et que le mot soit devenu tabou dans la République de Bonn. Certes, on a tenté de ranimer la revue *Zeitschrift für Geopolitik* qui fut le principal organe d'expression de la géopolitique allemande et qui fut éditée à Munich de 1924 à 1944 ; à partir de 1951, l'*Institut für Geozologie und Politik* de Bad Godesberg reprit sa publication mais la vie de la revue fut éphémère puisqu'elle cessa de paraître en 1969. En revanche, les sciences sociales et politiques ignorèrent massivement les enseignements de la géographie politique et la biographie monumentale de Karl Haushofer publiée en 1979 par le professeur Hans-Adolf Jacobsen de l'Université de Bonn n'était qu'un épiphénomène qu'il eût été hasardeux d'interpréter comme le signe avant-coureur d'un regain d'intérêt pour cette discipline. Dans les années 1980 la situation n'évolua guère si l'on fait abstraction d'un courant libéral et social-démocrate favorable à l'idée du *Mittleuropa* où certains voyaient le point d'ancrage d'une politique de désarmement régional et l'amorce d'un processus de dépassement de la « structure des blocs ». Ce sont les bouleversements provoqués par la réunification allemande et l'émancipation des « nations captives » d'Europe centrale et orientale qui ont créé les conditions favorables à une réhabilitation de l'approche géopolitique dans l'étude et la pratique des relations internationales en Allemagne.

En France, s'est affirmée au 19^e siècle une école de géographie politique dans la tradition de Brunhes et de Vidal de La Blache³ et on sait que Karl Haushofer avait considéré l'ouvrage de André Chéradame, *La France, l'Allemagne et la question d'Autriche*, paru en 1902, comme un modèle d'analyse géopolitique qui aurait inspiré la politique du gouvernement français avant et après la Grande guerre. Si l'éloge adressé au savant est mérité, il est permis de

3. Pour une présentation claire et concise des courants de pensée relatifs à la géopolitique en France, nous renvoyons à l'essai de Philippe MOREAU-DESFARGES, *Introduction à la géopolitique*, Paris, Seuil, 1994.

douter de la pertinence du jugement de Haushofer sur l'influence exercée par Chéradame sur les prises de décision relatives à l'organisation de la paix de Versailles : il n'aurait certainement pas souscrit au démantèlement de l'Autriche-Hongrie car il voyait dans la double monarchie danubienne un rempart contre les ambitions de l'empire allemand et une condition de la sécurité de la France. Entre les deux guerres, des géographes français – comme Jacques Ancel – ont prêté une attention particulière aux équilibres continentaux et ont consacré de nombreuses études aux frontières et aux peuples d'Europe centrale. Ils ont également pris une part active aux débats intellectuels suscités par la géopolitique allemande et pris le contrepied des thèses développées par l'école de Munich⁴. Enfin, depuis le milieu des années 1970, s'est affirmée sous l'impulsion de Yves Lacoste une école de géopolitique critique dont la revue *Hérodote* est l'organe d'expression tandis que Michel Foucher, qui s'est signalé par des travaux importants sur les frontières, a fondé un Observatoire européen de géopolitique et que Michel Korinman, dont la thèse sur la géopolitique allemande fait autorité, est un des animateurs de la revue *Limes*. Pour tous ces auteurs le territoire est un enjeu essentiel des activités humaines dans la guerre comme dans la paix et leur démarche est centrée sur les relations entre les communautés humaines et l'espace où elles s'enracinent ou s'affrontent.

Si le recours à la rhétorique, sinon aux catégories de la géopolitique semblait aller de soi en France, cette approche s'est heurtée à des objections en Allemagne en raison du statut ambigu de la géopolitique sous le III^e Reich et de sa contamination par le social-darwinisme hérité de Kjellen et de Ratzel. Dans un article publié dans l'hebdomadaire *Die Zeit*, le 11 juillet 1986, le sociologue Jürgen Habermas avait déjà reproché à des historiens comme Michael Stürmer et Andreas Hillgruber d'avoir usé du « tamtam géopolitique » (*sic*) pour développer des thèses révisionnistes fondées sur la situation centrale de l'Allemagne (*Mittellage*). Au cours du débat qui s'ensuivit, qualifié de querelle des historiens (*Historikerstreit*) sur la singularité de l'extermination des juifs par les nazis⁵, les auteurs mis en cause ont fait valoir que la prise en compte de la géographie pour expliquer les particularités de l'histoire allemande était une démarche légitime et qu'on ne pouvait taxer de nationalisme ceux qui s'étaient engagés dans cette voie. Mais c'est surtout l'historien Imanuel Geiss qui s'est livré à l'analyse la plus approfondie des arguments mis en avant par les uns et

4. Le contraste entre les méthodes de la géographie politique française et de la géopolitique allemande a bien été mis en évidence par le professeur Philippe Bonnichon dans une communication présentée au colloque organisé par l'Université de Paris-IV sur le thème « La géopolitique des diplomates, des militaires et des professeurs » (28-29 mai 1990) : « Face aux principes de la géopolitique allemande, la méthode de l'école française, avant l'une et l'autre guerre mondiale : Vidal de La Blache et Jacques Ancel, de 1889 à 1939 ».

5. Les textes relatifs à cette controverse ont été publiés sous le titre : *Historikerstreit*, Collection Aktuell, Munich, Piper, 1987.

les autres. Tout en récusant une «géopolitique» qui déduirait de facteurs géographiques des visées hégémoniques ou expansionnistes, il affirme la nécessité d'un enracinement géographique de l'histoire⁶.

Le fait est que la dissolution de l'organisation du Pacte de Varsovie et la réunification de l'Allemagne se sont traduites par un déplacement vers l'Est du centre de gravité de la communauté européenne et qu'on ne saurait négliger cette donnée dans l'analyse du nouveau rapport des forces. En outre, il est clair que l'émergence au centre du continent de la puissance allemande et la disparition de l'URSS auront nécessairement des implications au plan de l'organisation de la sécurité européenne. Enfin, le poids spécifique de l'Allemagne, son dynamisme économique et l'attraction qu'elle exerce sur les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) lui imposent des obligations nouvelles notamment en ce qui concerne la participation à des opérations de maintien et de rétablissement de la paix et l'assistance aux pays engagés sur la voie des réformes. La résurgence du discours géopolitique refléterait donc le souci des dirigeants allemands d'adapter leur politique aux réalités de l'après-guerre froide et de stabiliser la situation dans l'aire couverte jadis par l'organisation du Pacte de Varsovie. Toutefois, elle a également fait naître des doutes sur la persistance des liens de l'Allemagne avec la communauté occidentale (*Westbindung*) et nourri des spéculations sur un retour à une politique d'hégémonie allemande en *Mitteleuropa*. En l'occurrence, il ne s'agit pas de fantasmes entretenus par des germanophobes invétérés, mais d'hypothèses avancées par des Allemands dont l'engagement européen ne saurait être mis en doute comme les auteurs des «réflexions sur la politique européenne des partis CDU/CSU» rendues publiques en septembre 1994. Quant au dernier livre de Hans-Peter Schwarz⁷, il a suscité un débat qui n'est pas de nature à dissiper les incertitudes sur l'avenir de la politique étrangère de l'Allemagne.

L'auteur est un historien de renom qui ne saurait être soupçonné de rejeter l'héritage du chancelier Adenauer dont il est un fidèle ; mais la distance qu'il prend à l'égard du traité de Maastricht et des institutions de l'Union européenne ne laisse pas de surprendre. Certes, il souligne les vertus de l'intégration et considère que la rupture des liens qui se sont tissés entre les économies des États membres des Communautés serait préjudiciable aux intérêts allemands. Par ailleurs, la logique de l'interdépendance rend selon lui peu vraisemblable une «renationalisation» de la politique de Bonn. Toutefois, il ne croit guère à une évolution qui déboucherait sur la création d'un État fédéral européen et considère que les modèles auxquels on se référerait volontiers dans les années 1950 sont dépassés. Dans ces conditions, les États-nations seront conduits à jouer leur jeu propre dans une société interétatique (*Staatengesellschaft*) et l'Allemagne qui a accédé au rang de grande puissance

6. Voir son livre *Die Habermas-Kontroverse. Ein deutscher Streit*, Berlin, Siedler Verlag, 1988.

7. *Die Zentralmacht Europas. Rückkehr Deutschlands auf die Weltbühne*, Berlin, Siedler Verlag, 1994.

(*Grossmacht*) devra se comporter «normalement⁸» sur la scène mondiale (*Weltbühne*). D'ores et déjà, elle agit pour son compte en Europe centrale et orientale en apportant une contribution plus significative que ses partenaires de l'Union européenne au relèvement des économies sinistrées des ex-pays socialistes ; en outre, elle a conclu des arrangements avec ses voisins immédiats pour ériger une barrière protectrice contre les demandeurs d'asile et les réfugiés économiques originaires de l'Est ; enfin, si l'on en croit Hans-Peter Schwarz, elle pourrait être contrainte d'agir seule à l'avenir si des crises et des conflits menaçaient sa sécurité sur son flanc Est. C'est sans doute pour ne pas être exposés à ce risque que ses dirigeants plaident vigoureusement pour un élargissement de l'OTAN et pour l'octroi de garanties de sécurité collective aux pays du groupe de Visegrad⁹.

L'euroscépticisme d'un Adenauerien de stricte obédience et les doutes qu'il émet sur les chances d'une politique étrangère et de sécurité commune ont suscité des interrogations sur la pente que suivrait l'Allemagne dans le «système de stabilité» (*Stabilitätssystem*) qui a ses préférences et qui évoque davantage le concert européen d'avant 1914 que la construction européenne de l'après-guerre. Il n'est donc pas surprenant que son livre ait inspiré des sentiments mitigés et que certains aient cru pouvoir y déceler un ralliement à la politique de puissance (*Machtspolitik*) traditionnelle avec ses coalitions changeantes et instables¹⁰. En feignant de s'accommoder de la «réversibilité» de l'intégration européenne et en prônant une «géopolitique» axée sur la liberté d'action de la puissance centrale, ne risque-t-il pas d'accréditer l'image d'une Allemagne qui serait tentée de larguer les amarres communautaires et de renouer avec le *Sonderweg* à l'Est ? C'est également au nom de considérations géopolitiques que le président Clinton a proposé en juillet 1994 à l'Allemagne de jouer un rôle majeur dans la stabilisation de l'Europe centrale et orientale et d'agir à cet effet dans le cadre d'un partenariat pour la direction (*Partnership in Leadership*) avec les États-Unis.

Le regain d'intérêt pour la géopolitique après l'effondrement de l'ordre bipolaire nous conduit à examiner sous un angle nouveau les facteurs qui conditionnent l'organisation de la sécurité en Europe. Pour les uns, la géographie détermine la politique des États, et la situation particulière de l'Allemagne lui ouvre des options qui étaient inconcevables naguère ; la même observation peut être faite à propos de la Russie où la géopolitique semble s'être substituée

8. Sur ce thème, nous renvoyons à l'article de Philip H. GORDON, «La normalisation de la politique étrangère de l'Allemagne», *Politique Étrangère*, n° 2, 1994.

9. Il convient toutefois de souligner la confusion qui règne dans les esprits à propos des obligations qui incomberaient à l'allié allemand en cas d'extension de la garantie de l'OTAN à l'Est. D'après un sondage d'opinion effectué par la RAND, 60 % des Allemands interrogés seraient favorables à l'admission de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque à l'OTAN, mais 25 % seulement estiment que des troupes allemandes devraient intervenir pour défendre la Pologne contre une agression russe. *International Herald Tribune*, 8 février 1995.

10. Voir notamment les comptes-rendus du livre de Hans-Peter Schwarz par Fred Luchsinger dans la *Neue Zürcher Zeitung* du 29 septembre («Wieviel Deutschland erträgt Europa?») et par Christoph Bertram dans *Die Zeit* du 9 décembre 1994 («Alles ist im Fluss»).

à l'idéologie marxiste-léniniste. D'autres, au contraire, privilégient les approches multilatérales et transnationales et considèrent que la logique de l'interdépendance imposera en définitive sa loi. D'autres, enfin, ne voient pas de contradiction entre ces deux démarches et tentent de concilier le «mondialisme» avec la «territorialisation» de la politique. Notre propos n'est pas de trancher cette querelle mais seulement d'éclairer les enjeux du débat qui s'est instauré sur la dimension géopolitique de la sécurité en Europe et de vérifier si la notion de territoire conserve sa validité dans la perspective de l'établissement d'un nouvel ordre de paix sur notre continent. L'accent sera mis sur les discussions en cours en Allemagne qui fut une terre d'élection de la géopolitique, mais nous ferons également état de l'intérêt que suscite cette approche en Russie depuis la fin de l'ordre bipolaire.

II – La géopolitique et la fin de la guerre froide

Lorsque les changements intervenus en RDA et dans les pays socialistes européens à l'automne 1989 eurent amorcé le processus qui permit de surmonter la division de l'Allemagne, les considérations géopolitiques retinrent d'emblée l'attention des diplomates et elles furent à l'arrière-plan des négociations dites 2+4 sur les aspects extérieurs du problème allemand.

Le Président de la République française était conscient du déséquilibre que provoquerait l'émergence d'une Allemagne unie au cœur du continent et il posa dès le mois de décembre 1989 l'exigence d'une accélération de la construction européenne afin d'encadrer la puissance allemande. Le chancelier Kohl et son ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, partageaient ce sentiment et usèrent des mécanismes de la coopération franco-allemande pour faire prévaloir la thèse d'une «Allemagne unie dans l'Europe unie¹¹». En revanche, les États-Unis mirent l'accent sur la participation de l'Allemagne à l'OTAN et subordonnèrent à cette condition la reconstitution de son unité nationale. Quant à l'Union soviétique, elle opposa d'abord une fin de non-recevoir à cette formule car elle redoutait que son application ne se traduise par une modification de la «corrélation des forces» à son détriment et elle ne reconnut à l'Allemagne le libre choix de ses alliances qu'après avoir obtenu des garanties de sécurité et des compensations financières substantielles¹².

C'est ainsi que les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OTAN décidèrent en juillet 1990 de réduire leur dépendance par rapport aux

11. Voir le florilège de discours du chancelier Kohl publié en 1990 aux éditions de Fallois sous le titre: *L'Europe est notre destin* et largement diffusé par les services d'information de l'ambassade de la RFA à Paris. De son côté, M. Genscher a publié un recueil de textes sur le même thème dans une collection de poche: *Wir wollen ein europäisches Deutschland*, Ein Siedler Buch bei Goldmann, 1992.

12. Sur les motivations du changement d'attitude de l'Union soviétique, on trouvera des éléments d'information utiles dans le «journal» de Horst TELTSCHIK qui dirigeait le Département de politique étrangère et de sécurité à la chancellerie pendant l'année cruciale de l'unification: *329 Tage. Innenansichten der Einigung*, Berlin, Siedler Verlag, 1991.

armes nucléaires dans la mise en œuvre de la stratégie de l'alliance et de «tendre la main de l'amitié» à l'adversaire-partenaire; simultanément on renforçait les structures de la Conférence sur la sécurité et la coopération européenne (CSCE) pour en faire la matrice d'une organisation de sécurité coopérative; quant à l'Allemagne, elle consentit à payer le prix de l'unification sous la forme d'une assistance financière et d'une coopération économique avec l'URSS ainsi que par une limitation de sa liberté d'action dans le domaine militaire. En définitive, le traité signé à Moscou le 12 septembre 1990, apurait le contentieux frontalier avec la Pologne et soumettait à un statut particulier le territoire de la RDA. Les dirigeants des deux États allemands prenaient l'engagement de limiter les effectifs des forces armées de l'Allemagne unie à 370.000 hommes et de ne pas autoriser le déploiement de forces étrangères et de dispositifs nucléaires dans les nouveaux *Länder* après le retrait du groupe d'armée occidental (russe) et des troupes occidentales stationnées à Berlin. Ces mesures s'appliquent dans leur plénitude depuis septembre 1994, date à laquelle les dernières «troupes d'occupation» ont quitté l'Allemagne de l'Est.

Ainsi la question des frontières et des espaces de sécurité a été au cœur du débat sur la réunification allemande et l'unité n'a pu se réaliser qu'à partir du moment où les quatre puissances responsables de l'Allemagne et les dirigeants de la RFA et de la RDA furent parvenus à un accord sur la délimitation du territoire sur lequel s'exercerait la souveraineté du nouvel État. À cet égard, il fallait dissiper les malentendus qui subsistaient sur le caractère «intangibles» de la frontière occidentale de la Pologne et abandonner toute référence au Reich dans ses frontières de 1937. Des engagements fermes ont été pris par les autorités allemandes sur ce point, aussi bien dans le cadre du traité «portant règlement définitif concernant l'Allemagne» que par le traité germano-polonais du 14 novembre 1990. Par ailleurs, les contraintes imposées à la Bundeswehr visaient à la fois son potentiel global et les forces déployées sur le territoire de l'ex-RDA et là aussi des considérations géostratégiques ont imposé leur logique. Enfin, il convient de relever que si le territoire de l'État-nation allemand se confond désormais avec celui de la RFA, de la RDA et du Grand-Berlin, – «ni plus, ni moins», selon la formule de M. Genscher – le sort des Allemands qui vivent en dehors de ses frontières ne laisse pas le gouvernement de Bonn indifférent et des arrangements ont été conclus ou sont en cours de négociation en vue de les faire bénéficier du statut protecteur des minorités¹³.

Cinq ans après l'accession de l'Allemagne unie à la pleine souveraineté, la scène européenne s'est modifiée de fond en comble. La décomposition du système communiste a fait resurgir la question des frontières chez les États successeurs de l'URSS, les nationalismes longtemps comprimés par l'idéologie marxiste-léniniste s'expriment avec vigueur et de nouvelles lignes de force se

13. La dimension géopolitique de la réunification allemande a fait l'objet d'une étude systématique dans la thèse de doctorat soutenue par Étienne Sur près l'Université de Paris – VIII, le 12 décembre 1994: «Géopolitique de la réunification allemande. Nation et territoire dans l'Allemagne réunifiée» (sous la direction de Yves Lacoste).

dessinent dans l'aire correspondant au champ d'application du Pacte de Varsovie. Située au centre d'une Europe en voie de restructuration, l'Allemagne ne peut faire abstraction des données de la géographie pour expliquer son histoire et modeler son avenir. Mais les hypothèques qui pèsent sur la géopolitique depuis l'époque nazie ne sont pas faciles à lever et l'historien Imanuel Geiss, dont nous avons déjà cité les prises de position dans la querelle des historiens, déplore qu'on ne puisse pas en discuter sereinement. Pour sa part, il plaide en faveur d'une prise en compte de la catégorie géographique de «milieu» (*Mitte*) pour définir les options de politique étrangère de l'Allemagne unie¹⁴.

Au demeurant, les fondements géographiques ont toujours été invoqués par les historiens pour expliquer l'histoire de l'humanité et les Allemands seraient bien inspirés de vaincre leurs inhibitions vis-à-vis de la géopolitique qui peut se réclamer d'une tradition estimable. Entendue comme une démarche tendant à situer les relations internationales dans leur environnement spatial et à montrer leurs interactions avec les facteurs économiques et démographiques, elle n'a rien de commun avec les conceptions en honneur sous le régime nazi mais correspond à une exigence intellectuelle légitime, celle d'une explication rationnelle de l'histoire dans sa globalité. Certes, la géographie ne fixe pas le destin des peuples, même si elle a été fatale à des hommes d'État qui en méconnaissaient la logique, de Charles XII de Suède à Napoléon et Hitler, mais il est probable qu'elle exercera à l'avenir une influence plus grande sur le comportement des acteurs qu'à l'époque où les superpuissances imposaient leur loi.

Yves Lacoste avait relevé que l'antagonisme Est-Ouest et l'ordre bipolaire dans lequel il s'inscrivait avaient conduit à une dépréciation des facteurs spatiaux dans l'analyse des relations internationales ; mais la chute du mur de Berlin et les ébranlements qu'elle a provoqués dans l'espace eurasiatique ont remis la géopolitique au goût du jour. Ainsi, on se réfère à la dialectique du centre et de la périphérie pour expliquer le comportement des acteurs et rendre compte des bouleversements qui se sont produits sur la scène internationale à la fin des années 1980. Les défaites subies par l'URSS à sa périphérie (Afghanistan, Europe centrale et orientale) ont entraîné la chute de l'empire et créé des zones instables qualifiées de «vides de sécurité» (*Sicherheitsvakuum*). Inversement, les deux États allemands, qui se trouvaient aux marges des systèmes politico-militaires antagonistes et dont les territoires avaient une fonction de «glacis» dans la stratégie militaire des grandes puissances, ont surmonté leur division et occupent désormais une position «centrale». Aussi les voisins de l'Allemagne redoutent-ils qu'elle soit trop forte et que son dynamisme bouleverse l'équilibre continental tandis que le gouvernement

14. Voir son article : «Geographie und Mitte als historische Kategorien. Anmerkungen zu einem Aspekt des «Historikerstreits», *Zeitschrift für Geschichtswissenschaften*, n° 10, 1991. L'auteur a exposé son point de vue d'une manière plus ramassée dans *Das Parlament*, n° 9, 4 mars 1994, «Geopolitik im vereinten Deutschland».

fédéral s'inquiète de l'instabilité qui règne en Europe centrale et orientale et du chaos qui risque de s'instaurer dans les États successeurs de l'URSS. La normalisation de la politique étrangère allemande implique donc une prise en compte des facteurs géopolitiques à la fois pour délimiter le champ des possibles et définir un ordre de priorités qui permette de concilier la défense des intérêts nationaux avec l'exercice d'une politique solidaire.

III – La géopolitique et l'avenir de la sécurité en Europe

Quelles sont les conclusions provisoires que l'on peut tirer d'une analyse géopolitique de la situation actuelle ? En premier lieu, l'espace eurasiatique tend à supplanter celui de la communauté européenne comme cadre d'un nouvel ordre de sécurité. En effet, c'est dans cet espace que se croisent les frontières ethniques et politiques et que des foyers de crise pourraient dégénérer en conflits ouverts susceptibles de se propager sur le continent tout entier. En deuxième lieu, l'Europe centrale revient au premier plan et l'Allemagne apparaît, *nolens volens*, comme une puissance dont l'importance et l'influence ne cesseront de grandir. Toutefois, les Allemands ne sont pas encore prêts à assumer les responsabilités d'une grande puissance¹⁵ et préféreraient adopter un profil bas dès lors qu'il s'agit d'appuyer la diplomatie préventive par des démonstrations militaires ou de recourir à la force pour le maintien ou le rétablissement de la paix. Il n'en reste pas moins que la situation qui s'est créée à l'Est contraint l'Allemagne et toute l'Europe à renoncer au confort d'une neutralité à la suisse et à participer d'une manière plus active à l'organisation d'une sécurité et d'une défense communes.

En évoquant l'Eurasie, on songe irrésistiblement à la vision de Mackinder sur la zone pivot ou le *heartland* et au paradigme de la rivalité entre la puissance maritime et la puissance continentale. Selon lui, la principale puissance continentale, l'Allemagne ou la Russie, est vouée à dominer l'Europe orientale pour gagner la prépondérance face à la puissance maritime : l'Angleterre jadis, les États-Unis aujourd'hui. Mais il avait également imaginé la constitution d'un bloc eurasiatique qui aurait tiré parti de la combinaison du réservoir de matières premières de la Russie, de sa situation géostratégique quasiment inexpugnable et de l'organisation et du savoir-faire allemands. On sait que Mackinder avait plaidé dans son livre paru après la guerre de 14-18, «Democratic Ideals and Realities», pour l'établissement d'un «cordon sanitaire», c'est-à-dire d'une zone-tampon composée d'États indépendants qui se serait étendue du golfe de Finlande à l'Adriatique et à la mer Noire et qui aurait eu pour objet de séparer les Germains des Slaves. Le traité de Versailles s'inspirait de cette philosophie mais la République de Weimar et la Russie

15. Deux ouvrages récents aux titres significatifs donnent un aperçu des rapports compliqués que les dirigeants allemands entretiennent avec la puissance dans la vie internationale : Christian HACKE, *Weltmacht wider Willen. Die Aussenpolitik der Bundesrepublik Deutschland*, Berlin, Ullstein, 1993 et Gregor SCHÖLLGEN, *Angst vor der Macht. Die Deutschen und Ihre Aussenpolitik*, Berlin, Ullstein, 1993.

soviétique réussirent à pratiquer une première brèche dans ce dispositif par le traité de Rapallo en 1922. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les thèses de Mackinder furent reprises et adaptées par les Américains et servirent de fondement à la politique de l'endiguement à laquelle George Kennan a attaché son nom. Nul ne conteste plus aujourd'hui le bien-fondé de ce concept puisque la politique qu'il sous-tendait a produit les effets escomptés même s'ils ont été tardifs.

Il n'en reste pas moins que la décomposition de l'Union soviétique a accru les risques auxquels l'Europe est exposée et il lui sera plus difficile de se prémunir contre les turbulences à l'Est et au Sud-Est que de parer aux menaces qui pesaient sur elle à l'époque de la guerre froide. Dans ce contexte, l'hypothèse de Mackinder d'une entente germano-russe dans les prochaines décennies ne peut être totalement écartée. Il ne s'agirait pas d'une réédition du traité de Rapallo mais d'une coopération à grande échelle en vue du développement du flanc Est de la masse eurasiatique. L'Europe occidentale et le Japon seraient associés à cette entreprise mais l'Allemagne jouerait sans doute à cet égard un rôle pionnier car elle est intéressée au premier chef à la stabilité dans cet espace. Il est entendu que cet objectif ne peut être atteint que si la Russie se renforce et est de nouveau en mesure d'exercer une fonction régulatrice (*Ordnungsmacht*) dans l'espace eurasiatique.

S'il en est ainsi, l'Allemagne sera conduite à développer au sein de l'Union européenne une politique qui privilégie l'ouverture vers l'Est en dépit des assurances relatives à la consolidation des acquis communautaires. Le traité de Maastricht prévoit certes une union économique et monétaire et la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité communes, mais il y a peu de chances que ces projets se concrétisent à brève échéance et la guerre en ex-Yougoslavie a mis en lumière les divergences entre les États membres de l'Union sur l'organisation de la sécurité sur le continent. Cet exemple négatif ne doit pas pour autant conduire à une sous-estimation de la fonction stabilisatrice de la communauté européenne qui s'apparente à une « communauté de sécurité » (Karl Deutsch) et suscite à ce titre un intérêt croissant dans les pays d'Europe centrale et orientale. Au demeurant le principe de son élargissement à l'Est est admis, mais c'est en Allemagne que l'on se prononce le plus nettement dans ce sens pour des raisons que ses dirigeants osent qualifier ouvertement de géopolitiques. Ainsi le chef du groupe parlementaire CDU/CSU, Wolfgang Schäuble affirme que du fait de sa position centrale – « nous, Allemands sommes de nouveau au milieu de l'Europe » – l'Allemagne a pour mission d'établir des ponts entre l'Est et l'Ouest et de s'entremettre pour le règlement des conflits puisqu'elle est plus concernée qu'aucun de ses voisins par « un développement stable sur notre continent¹⁶ ».

La nouvelle situation géopolitique affecte également les relations intra-communautaires et a une incidence directe sur les rapports franco-allemands. L'Allemagne est devenue une nation aux visées paneuropéennes tournée vers

16. Wolfgang SCHÄUBLE, *Und der Zukunft zugewandt*, Berlin, Siedler, 1994 (pp. 189, 196).

l'Est alors que la France penche en faveur d'un approfondissement de la construction européenne à l'Ouest et se préoccupe surtout de l'évolution dans le bassin méditerranéen et dans l'espace arabo-africain. L'admission à l'Union européenne de trois pays de l'AELE a d'ores et déjà modifié le rapport des forces au bénéfice de l'Allemagne et cette tendance ne ferait que se renforcer si d'autres États d'Europe centrale ou orientale leur emboîtaient le pas. Aux yeux de Bonn, une coopération étroite avec la France conserve sa raison d'être et l'ancrage de l'Allemagne dans la communauté occidentale n'est pas mis en question. Mais les pesanteurs géopolitiques risquent d'affecter l'harmonie du couple franco-allemand et de compromettre la réalisation d'une défense commune de l'Europe telle qu'elle est envisagée par le traité de Maastricht.

Dans un ouvrage récent consacré à la géopolitique¹⁷, Heinz Brill souligne l'amélioration de la situation de l'Allemagne par rapport à celle qui prévalait avant 1990 et esquisse à grands traits les options qui s'offrent à elle dans le domaine des politiques de sécurité. Se fondant sur le discours prononcé par l'inspecteur général de la Bundeswehr, Klaus Naumann, devant des officiers supérieurs (*Kommandeurtagung*) à Leipzig, le 12 mai 1992, l'auteur définit ainsi la situation géostratégique de son pays : pour la première fois dans son histoire, l'Allemagne n'est entourée que d'alliés et d'amis, ce qui est assez remarquable pour un État dont les frontières sont parmi les plus étendues d'Europe ; en outre, elle a surmonté sa division et elle ne serait plus en première ligne en cas d'attaque armée en Europe ; enfin, elle n'est plus directement menacée au plan militaire et son territoire qui était voué jadis au sort peu enviable de champ de bataille pourrait devenir la plaque tournante d'une nouvelle communauté de défense occidentale. Il s'agit donc de définir en termes nouveaux le cadre géographique et institutionnel d'une politique de sécurité qui satisferait aux exigences de l'intérêt national, contribuerait à l'affirmation d'une défense européenne et préserverait l'intégrité du lien transatlantique.

D'un point de vue géostratégique, Heinz Brill estime que l'option atlantique est prioritaire car la présence militaire des États-Unis sur le continent est nécessaire pour équilibrer la puissance soviétique, voire russe. Loin d'être obsolète, l'OTAN est donc une composante essentielle de la sécurité de l'Allemagne et de l'Europe et il serait risqué d'affaiblir le lien transatlantique par l'affirmation tranchée d'une défense européenne indépendante. Comme on le voit, la « chance » que la géopolitique est censée offrir à l'Allemagne s'inscrit dans des limites étroites et l'auteur ne prête qu'une attention distraite à d'autres visions telles que le *partnership in leadership* avec les États-Unis, le *Mittleuropa*, la neutralisation, le repli sur la « puissance civile » et la création d'ensembles continentaux selon les axes Washington-Berlin-Moscou ou Berlin-Moscou-Tokyo. Ce qui lui importe en définitive c'est la préservation des avantages qui découlent de la situation géopolitique de l'Allemagne nouvelle et que le Président d'honneur du groupe parlementaire CDU/CSU, Alfred Dregger,

17. Heinz BRILL, *Geopolitik heute. Deutschlands Chance ?*, Berlin, Ullstein, 1994.

définissait ainsi : « Nous sommes des alliés fiables de l'Occident et des partenaires recherchés par nos voisins orientaux ; il s'agit là d'une constellation éminemment favorable pour un peuple du milieu et l'empire de Bismarck n'en a jamais bénéficié. Maintenir cette constellation est le devoir impérieux de la politique allemande¹⁸. »

Cette démarche prudente n'est pas exclusive de spéculations plus audacieuses qui tenteraient d'évaluer les chances et les risques d'une politique de développement et de sécurité dans l'espace eurasiatique avec ses 400 millions de consommateurs et ses 150 millions de travailleurs sous-employés. Certains évoquent à ce propos des tendances lourdes, voire le début d'un nouveau cycle de Kondratieff qui serait amorcé par l'Allemagne et le Japon et affecterait toute l'Eurasie au XXI^e siècle¹⁹. Ainsi, Horst Teltschik voit une « chance historique » dans la création sur le continent « européen », de l'Atlantique au Pacifique, d'une communauté d'États démocratiques orientés vers l'économie de marché. Dans cette perspective, l'Allemagne serait appelée à jouer un rôle moteur mais son ancrage à l'Ouest subsisterait selon toute vraisemblance. C'est que l'alliance avec les États-Unis est une nécessité pour mener à bien une politique d'ouverture et de coopération avec l'Est. En l'occurrence, les intérêts allemands et américains sont convergents car si l'alliance est un atout pour l'Allemagne, les États-Unis la considèrent à leur tour comme un partenaire privilégié pour empêcher la création d'un bloc eurasiatique qui consacrerait leur déclin en application des catégories géopolitiques de Nicholas Spykman. Encore faudrait-il que la politique allemande soit clairement énoncée et ne soit pas perçue comme une aspiration à l'hégémonie mondiale (*Griff zur Weltmacht*, selon l'expression de Fritz Fischer). Ce dilemme a été formulé en ces termes par un diplomate de Bonn : « Ce que nos voisins attendent de nous c'est la prévisibilité et la continuité. Ils nous considèrent comme une grande puissance en dépit des difficultés auxquelles nous nous heurtons depuis la réunification. Nous devons en user avec mesure et faire valoir nos intérêts légitimes, ni plus, ni moins²⁰. »

IV – Propos final

Si la géopolitique connaît un regain de faveur en Allemagne en dépit des préventions qu'elle suscitait encore naguère et si ses dirigeants sont de plus en plus enclins à intégrer cette composante dans leurs réflexions sur l'organisation de la sécurité en Europe, on observe un phénomène analogue en Russie. Ainsi Vladimir Jirinovski invoque la géopolitique pour justifier l'expansion territoriale et la création de sphères d'influence au Sud et à l'Ouest et il est significatif que la Douma soit le seul Parlement au monde à s'être doté d'une

18. Entretien avec le quotidien *Die Welt*, 12 mars 1993.

19. Voir l'article de Alfred ZÄNKER, « Die vergessene geopolitische Dimension », *Neue Zürcher Zeitung*, 28-29 juin 1992.

20. Albrecht CONZE in « Jahresbericht der Studienstiftung des deutschen Volkes 1993 », Bonn-Bad Godesberg, 1994, p. 14.

commission pour les «questions de géopolitique²¹». Certes, il ne convient pas de surestimer le poids de cet organe parlementaire dans l'élaboration de la politique étrangère de la Russie et de considérer les cartes diffusées par le Président du parti libéral démocrate comme le signe irrécusable d'une géopolitique conquérante²². Il n'en reste pas moins que les élections du 12 décembre 1993 se sont traduites par le succès des formations favorables à une politique néo-impériale et que la géopolitique est devenue un fonds commun dans lequel puisent également des hommes politiques qui se réclament du réformisme, comme le ministre des Affaires étrangères, M. Kosyrew. Enfin, la doctrine militaire russe adoptée à l'automne 1993 se réfère implicitement ou explicitement aux catégories de la géopolitique.

Ainsi à l'état-major des forces armées de la Fédération de Russie, on ne se fait pas d'illusions sur la vulnérabilité accrue du pays du fait de la modification de sa «situation géopolitique». L'éclatement de l'URSS et les tensions entre les quinze États indépendants qui en sont issus, les courants séparatistes et la montée des nationalismes dans les zones périphériques, l'émergence de la puissance allemande au centre du continent, la disparition de la zone tampon que constituaient les États de la «communauté socialiste» en Europe orientale et le retrécissement de l'accès aux mers ouvertes attestent de la perte des avantages géostratégiques que l'empire des tsars et l'Union soviétique avaient su acquérir et préserver. Il n'en résulte pas pour autant que la Russie, qui se trouve au carrefour du monde slave, de l'Asie centrale et de l'Extrême-Orient, a cessé d'être un centre géopolitique important. Mais pour soutenir ses prétentions et parer à de nouvelles menaces, elle est contrainte de remanier son dispositif militaire et de restructurer ses forces armées. Il ne saurait être question de passer en revue les mesures prises ou envisagées à cet effet mais on observe que l'une des préoccupations majeures des planificateurs militaires est de sauvegarder l'intégrité du territoire à la fois contre des atteintes extérieures ou des mouvements sécessionnistes²³.

Mais le territoire n'est pas le seul espace où se déploie la politique de sécurité des États et on sait que la Russie étend sa protection aux 25 millions de Russes qui vivent à l'extérieur des frontières de la Fédération. En outre, elle revendique la responsabilité du maintien de l'ordre dans «l'étranger proche» et n'exclut pas que l'Organisation des Nations Unies ou l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) lui donne un mandat exprès pour s'interposer entre les belligérants et contribuer ainsi au règlement pacifique des différends. Enfin, elle prête la plus grande attention à la modification du rapport des forces qui pourrait résulter de l'élargissement de l'OTAN aux pays

21. Elle est présidée par Victor Ustinov qui est membre du parti libéral démocrate.

22. Voir «Le continent vu par Vladimir Jirinovski», *Le Monde*, 29 janvier 1994 et «The Last Dash South – The Geopolitics of Vladimir Zhirinovskiy» par Mark SMITH, *Jane's Intelligence Review*, juin 1994.

23. Voir l'article du colonel Nicolai CHOMENKO et du major Igor BISJUK dans *Krasnaya Swesda* du 30 août 1994, reproduit dans *Oesterreichische Militärische Zeitschrift*, n° 6, 1994, «Geopolitik: Wie wir das Land auf die Verteidigung vorzubereiten haben».

d'Europe centrale et orientale et s'efforce de contrecarrer ce mouvement ou, à défaut, d'en émousser la pointe «offensive» en s'imposant comme le partenaire stratégique de la «superpuissance américaine et en participant à part entière à l'édification d'une communauté euro-atlantique. Si cette tendance l'emportait, on s'acheminerait vers un système de sécurité qui présenterait des similitudes avec celui préconisé par Carl Schmitt dans un essai paru pendant la Seconde Guerre mondiale²⁴. S'inspirant de la doctrine Monroe et de la fonction régulatrice jouée par les États-Unis sur le continent américain, le philosophe allemand confiait au Reich le soin de garantir le respect du Droit international dans un «grand espace» qui aurait englobé les pays d'Europe centrale et orientale. Il reste à se demander si l'application de ce modèle pour résoudre les problèmes de la sécurité dans l'espace euro-atlantique après la fin de la guerre froide répondrait aux aspirations des peuples européens et leur permettrait d'affirmer leur identité face aux deux grandes puissances – États-Unis et Russie – qui seraient chargées à titre principal de garantir la «stabilité» du nouvel ordre.

24. Carl SCHMITT, *Völkerrechtliche Grossraumordnung mit Interventionsverbot für raumfremde Mächte. Ein Beitrag zum Reichsbegriff im Völkerrecht*. Cet ouvrage paru en 1941 a été réédité en 1991 chez Duncker & Humblot à Berlin.